



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC



**PROGRAMME DE
COOPÉRATION
SUISSE AU
NIGER**
2025-2028

STRATÉGIE
DE POLITIQUE
EXTÉRIEURE
2024-2027



STRATÉGIE DE
COOPÉRATION
INTERNATIONALE
2025-2028



PROGRAMME DE
COOPÉRATION
SUISSE AU
NIGER
2025-2028

Contexte

La coopération suisse au Niger : un partenaire fiable

Présente au Niger depuis 1978, la Suisse s'engage à améliorer le bien-être des populations dans un esprit de participation locale inclusive et de gestion durable des ressources. Grâce à cette approche, elle a contribué à renforcer l'accès à des services essentiels (éducation, formation professionnelle, opportunités de revenus et approvisionnement en eau par exemple), quelles que soient les conjonctures politiques.

Certaines de ses initiatives ont été intégrées dans des politiques publiques, illustrant leur pertinence et leur durabilité : on pense par exemple aux programmes d'éducation alternative pour les jeunes déscolarisés, à l'appui à la décentralisation et aux collectivités territoriales ou à la petite irrigation familiale.

Un contexte complexe et des défis multiples

Malgré des avancées, le Niger reste confronté à des défis multidimensionnels. Classé parmi les derniers pays en termes de développement humain, il est marqué par des luttes pour le contrôle des ressources minières, des conflits liés à l'accès aux pâturages et à l'eau, ainsi que par des inégalités profondes, notamment entre les femmes et les hommes. Ces problèmes favorisent à leur tour des phénomènes comme l'extrémisme violent et le banditisme, particulièrement dans les régions de Tillabéry, Diffa, Tahoua et au sud de Maradi.

La croissance démographique rapide et les effets du changement climatique amplifient les besoins des populations. Le coup d'État de juillet 2023 a ouvert une nouvelle phase d'incertitude pour le Niger, marquée par des mouvements de repositionnement géopolitique, notamment le rapprochement avec le Burkina Faso et le Mali et la création

de la Confédération « Alliance des États du Sahel » (AES). L'économie, déjà fragile, est encore affaiblie, et les institutions sont sous pression. Les risques de protection (déplacements forcés, mariages précoces, non accès à l'eau par exemple) se multiplient, affectant particulièrement les femmes et les jeunes, qui nécessitent une réponse adaptée.

La Suisse s'engage

Dans ce contexte, la Suisse reste engagée aux côtés du peuple nigérien et contribue à la réponse aux défis quotidiens, au renforcement de la résilience locale et à la promotion d'un développement durable inclusif. Elle continue de jouer un rôle reconnu et maintient un dialogue ouvert avec toutes les parties prenantes. Elle appuie les organisations internationales et nationales ainsi que les collectivités locales. Son engagement est d'autant plus visible dans un moment marqué par la diminution de l'aide internationale.



Résultats et apprentissages 2020–2024

Dans le programme précédent, la Suisse s'est engagée en faveur d'un développement socioéconomique inclusif et durable au Niger, avec des interventions adaptées au contexte et des solutions pragmatiques et innovantes. Alors que la dégradation constante de la situation sécuritaire et l'incertitude politique retardent la mise en œuvre des programmes, la Suisse a pu obtenir des résultats visibles, durables, et appréciés par les personnes soutenues, notamment au niveau local à travers son travail mené avec les communautés. Les leçons tirées des dernières années ont été intégrées dans le programme 2025–2028.

Sécurité alimentaire et développement économique local

En soutenant les ménages vulnérables, en particulier les communautés pastorales semi-nomades, la Suisse a pu intervenir dans un secteur peu couvert par d'autres bailleurs. Son appui était direct, ciblant des populations particulièrement fragiles à travers des initiatives de promotion de la petite irrigation.

Ceci a permis de garantir la subsistance des ménages et un revenu minimal pour affronter les chocs économiques, climatiques et humains.

Éducation de base et formation professionnelle

Les formules d'éducation alternative bilingue – français et langue maternelle – ont démontré leur efficacité et ont été progressivement institutionnalisées, tant dans la réintégration des enfants déscolarisés que dans la formation professionnelle. Cela a permis la création de sites de formation agricole intégrés, de centres communautaires alternatifs, ainsi que la mise en place d'un système d'éducation d'urgence cohérent avec le système d'éducation formelle.

Gouvernance locale et protection

La Suisse a travaillé en priorité avec les acteurs locaux, garantissant un soutien aux populations, tout en maintenant un dialogue constant à tous les niveaux de l'État.

Le programme de coopération a également permis de sensibiliser les populations à la liberté d'expression, d'œuvrer pour une meilleure déontologie des journalistes et de lutter contre la désinformation, avec la diffusion d'information de qualité sur l'ensemble du territoire.

Genre et nexus

Les questions de genre et la lutte contre le changement climatique ont été progressivement intégrées. Les défis demeurent et les changements de comportements et de pratiques restent limités. Pour répondre aux défis liés à l'augmentation de la fragilité du contexte, un accent fort a été mis sur l'articulation entre humanitaire, développement et paix (nexus), rendant les programmes de plus en plus flexibles. Des mécanismes innovants de financement ont permis aux partenaires soutenus de répondre rapidement aux situations d'urgence humanitaire, comme ce fut le cas lors des fortes inondations de 2024.

Engagement suisse – Axes prioritaires 2025–2028

Dans un contexte de transition politique prolongée, marqué par la suspension de la Constitution et des institutions législatives, la coopération suisse continue de soutenir les populations vulnérables au Niger à travers ses programmes, tout en adaptant ses opérations aux besoins en constante évolution. L'objectif est de contribuer à répondre de manière ciblée aux causes des conflits majeurs et aux facteurs favorisant l'extrémisme violent, tels que les luttes pour l'accès aux ressources (pâturages, eau et foncier), ainsi que la lutte contre les inégalités.

Le programme 2025–2028 poursuit trois objectifs principaux :

- › Améliorer la sécurité alimentaire et la résilience
- › Valoriser le potentiel humain
- › Renforcer la réponse décentralisée aux besoins

Les actions de développement, les interventions humanitaires et les moyens pour promouvoir la paix s'articuleront davantage entre elles afin d'accroître la cohérence du programme.

Sécurité alimentaire et résilience

La Suisse soutient les ménages et les communautés agropastorales pour améliorer l'accès égalitaire aux ressources naturelles, telles que les massifs forestiers, l'eau et les pâturages. Un volet crucial du programme consiste à augmenter la capacité de répondre aux urgences, y compris pour les personnes déplacées. En parallèle, la Suisse met en œuvre des mesures pour réduire les conflits entre populations sédentaires et transhumantes, contribuant ainsi à la paix dans la région. Par exemple, des actions visent à rendre les pratiques agricoles plus durables et à renforcer la résilience des populations face aux chocs économiques, climatiques et humains.

Éducation en situation d'urgence et formation professionnelle

Les investissements dans l'éducation en situation d'urgence et la formation professionnelle se poursuivent, en s'assurant que les compétences acquises par les enfants et les jeunes soient adaptées aux besoins du marché. L'objectif est de renforcer les perspectives d'emploi, tout en soutenant les acteurs économiques, et d'augmenter le nombre d'emplois décents. Une attention particulière est accordée aux populations les plus vulnérables (déscolarisés, nomades, migrants, déplacés internes, réfugiés, jeunes filles et jeunes hommes à risque). Le programme met également l'accent sur la réinsertion scolaire et professionnelle des jeunes affectés par les conflits armés et la violence.

Gouvernance locale et protection

La Suisse concentre ses efforts au niveau décentralisé pour que les besoins des populations locales soient mieux pris en compte et que les services de base puissent être délivrés de manière inclusive et durable par les collectivités locales. L'accent est mis sur la promotion de la citoyenneté et la participation des populations aux processus de décision, avec une attention particulière portée aux femmes et aux jeunes. Des initiatives sont déployées pour garantir la protection des populations vulnérables, notamment celles affectées par les conflits armés et par les violences basées sur le genre. La promotion des droits humains, du droit international humanitaire et des principes humanitaires est au cœur de ces actions. Les médias (radiophoniques et digitaux), la formation des journalistes et les initiatives culturelles sont des vecteurs privilégiés pour atteindre ces objectifs.

Thèmes transversaux

L'égalité des genres reste au centre des programmes de la coopération suisse, avec pour objectif de transformer les pratiques sociales et culturelles. Cela inclut le maintien des jeunes filles dans le système scolaire, en particulier dans les zones de crises, le soutien aux entrepreneuses et l'augmentation de la participation des femmes et des jeunes aux prises de décisions. Des actions de sensibilisation renforcent l'inclusion et l'autonomisation des ménages et des communautés.

Les personnes en déplacement, qu'elles soient transhumantes, déplacées internes, réfugiées ou migrantes économiques, sont prises en compte de manière transversale, assurant ainsi leur protection et leur accès aux services de base. Enfin, la résilience face au changement climatique est renforcée dans les trois domaines, grâce à des mesures de sensibilisation et aux adaptations des actions mises en œuvre de manière participative.

Sécurité alimentaire et résilience



Axes prioritaires

Gouvernance locale et protection



Éducation en situation d'urgence et formation professionnelle





Approche et partenaires

La diversité des partenaires de la Suisse au Niger constitue un atout majeur pour répondre efficacement aux besoins des populations dans un contexte fragile et en constante évolution. Les modalités d'intervention comprennent des mandats confiés à des organisations internationales, des contributions à des initiatives nationales et internationales, ainsi que, dans une moindre mesure, la participation à des fonds communs sectoriels. Cette approche permet ainsi de nourrir un dialogue avec les autorités locales d'un côté, et d'assurer, de l'autre côté, la coordination avec les autres bailleurs internationaux dans les secteurs prioritaires.

La Suisse collabore avec les structures étatiques, notamment au niveau décentralisé, pour garantir la fourniture de services de base et assurer la pérennité des acquis de la décentralisation.

Le programme est révisé chaque année et réorienté, en fonction de l'analyse

contextuelle, de l'environnement régional, des résultats obtenus, et en incluant les partenaires de mise en œuvre. Cette approche flexible et adaptative permet de répondre aux défis complexes du Niger tout en assurant la durabilité des interventions.

Programme de coopération – Niger

Budget indicatif : CHF 97 millions pour la période 2025–2028 *

Zones d'intervention

Dosso, Maradi, Diffa (prioritaires) ;
Tillabéry, Tahoua, Zinder

Axes prioritaires

Sécurité alimentaire et résilience

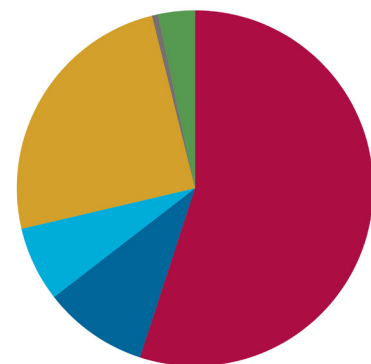
Éducation en situation d'urgence et
formation professionnelle

Gouvernance locale et protection

Thèmes transversaux : égalité des genres,
changement climatique, migration

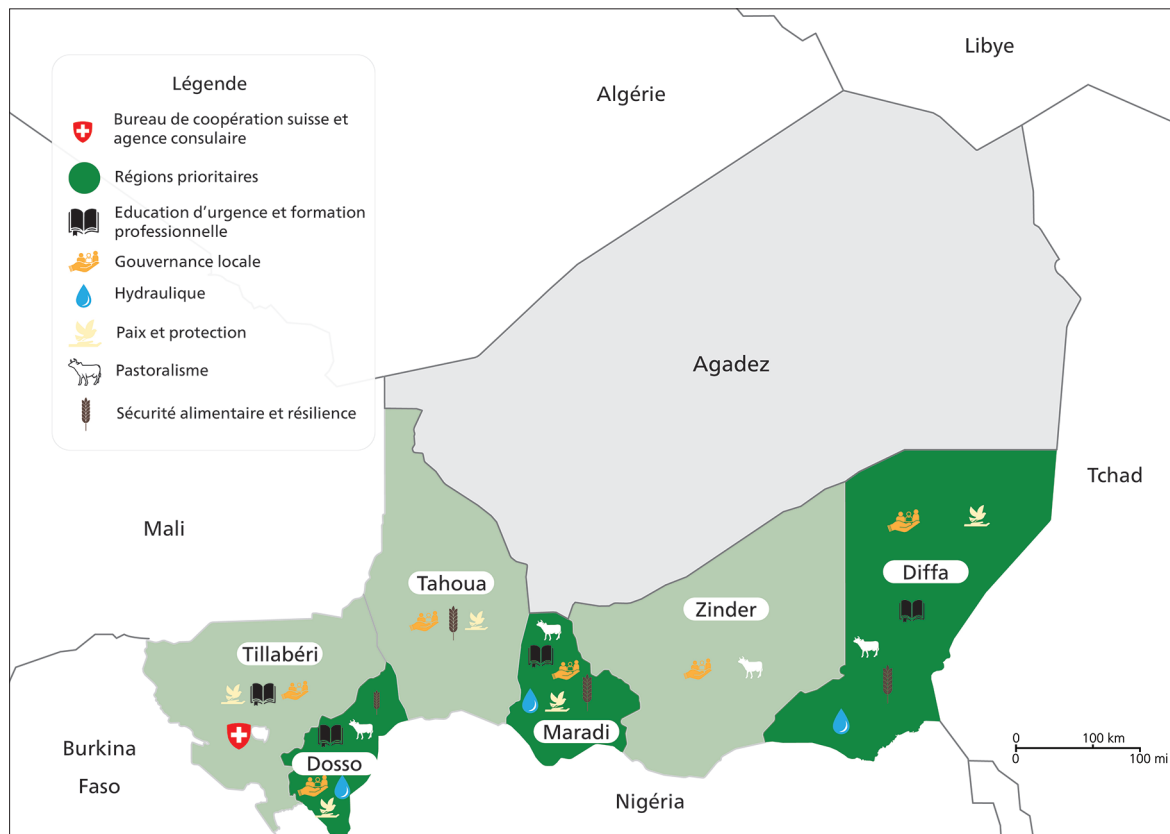
* Ces informations sur l'enveloppe financière sont indicatives et servent de base aux plans de dépenses prévisionnels qui sont examinés chaque année par le Conseil fédéral et le Parlement suisse.

Répartition par partenaires



- ONG suisses
- Secteur privé
- Institutions étatiques (niveau local)
- ONG internationales
- Organisations des Nations Unies (ONU)
- Autres partenaires

NIGER





Impressum

Publié par :
Département fédéral des affaires étrangères
DFAE
Direction du développement et de la
coopération DDC
3003 Berne Zollikofen
www.deza.admin.ch

Mise en page :
Mark Manion, Communication Arts

Photos :
DDC Niger

Carte:
Kouma

Contact :
Section Afrique de l'Ouest
+41 (0) 58 462 34 75
deza.sao@eda.admin.ch

